



Tarifications bancaires : décisions du CCSF

Faisant suite au rapport de propositions sur les tarifs bancaires de MM. Georges Pauget et Emmanuel Constans, le Comité consultatif du secteur financier (CCSF) a pris, lors de sa réunion du 21 septembre 2010, un certain nombre de mesures pour des tarifs bancaires plus justes et plus équilibrés.

1 – Renforcer la lisibilité, la transparence, la comparabilité et le suivi des tarifs bancaires

A partir du 1^{er} janvier 2011, une liste standard de 10 tarifs figurera en tête des nouvelles plaquettes tarifaires et, à partir du 30 juin 2011, les banques feront figurer le total mensuel des frais bancaires dans les relevés mensuels de compte. Le CCSF assurera une nouvelle mission d'observatoire des tarifs bancaires et remettra son premier rapport en septembre 2011.

2 – Ouvrir la voie à des moyens de paiement plus modernes

Les banques ont pris l'engagement de poursuivre la diffusion active de la carte à autorisation systématique et de proposer une initiative sur le virement de proximité pouvant se substituer au chèque. Le CCSF lancera des travaux pour l'évolution du TIP et une étude sur l'utilisation du chèque.

3 – Améliorer le fonctionnement des forfaits

Les banques se sont engagées à : mieux détailler le contenu des forfaits dans les plaquettes tarifaires et lors de la souscription, garantir que les forfaits présentent toujours un avantage tarifaire par rapport à l'offre à la carte, mettre en place une nouvelle génération de forfaits personnalisables par le client. Le CCSF dressera un état des lieux avant le 1^{er} juin 2011.

4 – Prévenir les incidents de paiement et leur impact pour les consommateurs

Pour les clientèles fragiles, les banques se sont engagées à : intégrer dans toutes les offres bancaires de gammes de paiement alternatifs (GPA) un nombre minimum d'alertes sur le niveau du solde (mise en place du dispositif courant 2011), intégrer dans les offres de GPA un tarif limité pour les frais d'incident, notamment les commissions d'intervention qui seront divisées par deux par rapport au tarif actuel ou à un niveau plus modeste, proposer d'ici fin 2010 une solution transitoire permettant au minimum de limiter la perception de ces frais dans le cadre de la GPA existante.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Comité de Bâle

Le Comité de Bâle a annoncé le 12 septembre 2010 un notable renforcement des exigences de fonds propres et entériné sans réserve les accords auxquels il était parvenu le 26 juillet 2010. Ces modifications, de même que l'adoption d'une norme de liquidité forment un élément essentiel du programme de réforme financière qui sera présenté au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du G20, à Séoul, en novembre prochain.

Autorité de la concurrence

L'Autorité de la concurrence a sanctionné 11 banques françaises à hauteur de 384,9 millions d'euros pour infraction aux règles de la concurrence en instaurant des commissions interbancaires non justifiées lors du passage à la dématérialisation du traitement des chèques (Echange Images-Chèques). Elle a également sanctionné ces mêmes banques pour avoir appliqué deux commissions interbancaires pour services connexes (dites AOCT, annulation d'opérations compensées à tort).

Projet de loi de finances pour 2011

Les crédits de la mission outre-mer s'élèvent à 1,45 milliard d'euros en autorisations d'engagement et à 1,46 milliard d'euros en crédits de paiement. Le projet de loi de finances comprend deux axes : l'emploi et les conditions de vie outre-mer.

Les crédits de la mission sont projetés respectivement à 1,26 milliard d'euros en autorisations d'engagement et 1,28 milliard en crédits de paiement en 2012 et 1,25 milliard en autorisations de paiement et 1,19 milliard en crédits de paiement en 2013.

Publication au Journal Officiel de la République

Renforcement de la solidité des banques et contrôle des risques

L'arrêté de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi du 25 août 2010 modifiant diverses dispositions réglementaires relatives au contrôle prudentiel des établissements de crédit et des entreprises d'investissement a été publié au Journal Officiel de la République du 24 septembre 2010.

Publications

1 - Microcrédit

L'Observatoire de la microfinance, présidé par Michel Camdessus, a publié son deuxième rapport annuel. Le Rapport souligne l'intérêt croissant suscité par la microfinance en France, la prise de conscience au sein de la profession bancaire pour faciliter l'accès au crédit ainsi que le rôle majeur joué par les pouvoirs publics dans la promotion de ce moyen de financement, notamment par l'intermédiaire de la Caisse des dépôts et consignations. Ce développement va de pair avec l'apparition de nouveaux risques et un renforcement de la régulation est indispensable.

Le rapport est disponible en téléchargement sur : <http://www.banque-france.fr/fr/instit/telechar/services/microfinance-2009.pdf>

2 - Epargne réglementée

Evolution de l'épargne réglementée depuis la généralisation de la distribution du livret A. L'article rédigé par Antoine Mérieux, Secrétaire général de l'Observatoire de l'épargne réglementée, et Alice de Charrette (Banque de France) a été publié dans le n° 181 du Bulletin de la Banque de France du 3^e trimestre 2010.

Le document est téléchargeable sur : <http://www.banque-france.fr/fr/publications/bulletin/bul181.htm>

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

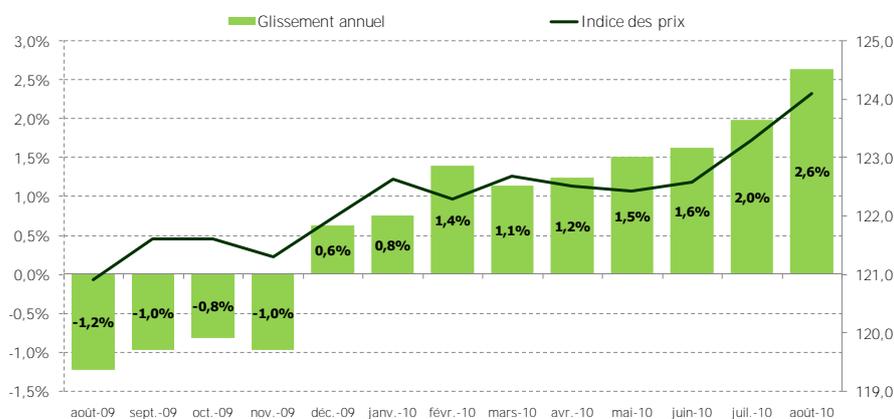
Inflation : +2,6 % sur un an à fin août 2010

Après l'apparition des premières tensions inflationnistes en février 2010, l'indice des prix se renforce de nouveau pour atteindre 124,1, fin août (+ 0,6 % sur un mois). L'inflation annuelle est portée à 2,6 % soit un niveau supérieur à celui de la France hexagonale (+1,4 %)

Dans le détail, le prix de l'énergie se renchérit de 17,5 % en raison notamment de la réévaluation des prix des carburants intervenue en juillet 2010¹. Dans le même temps, les prix des services et des produits alimentaires augmentent respectivement de 2,1 % et 1,5 %. Seuls les produits manufacturés bénéficient d'une diminution de leur prix à hauteur de -0,4 %.

Dans les autres DOM, la hausse des prix est inégale. Elle atteint +3,8 % en Guadeloupe ; +2,8 % à la Réunion et +0,6 % en Guyane en glissement annuel.

Evolution de l'indice des prix à la consommation



Source: Insee

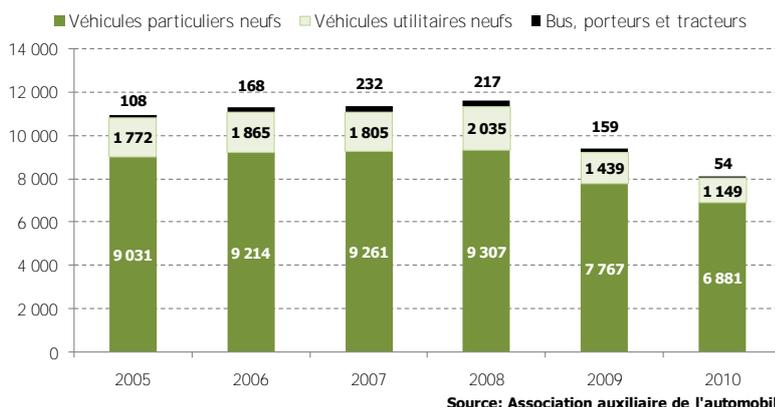
Marché automobile : nouvelle contraction des ventes

A fin août 2010, 8 084 véhicules neufs ont été immatriculés dans le département, contre 9 365 un an plus tôt. Le marché demeure atone tant au niveau des véhicules particuliers (-11,4 %) que des véhicules utilitaires (-20,2 %). De plus, les ventes de véhicules de 5 tonnes et plus (bus, porteurs et tracteurs) se replient à hauteur de 66,3 % sur un an.

La contraction du marché des véhicules de tourisme frappe davantage les marques françaises (-19,5 %) dont la part de marché atteint 39,0 % soit -3,9 points par rapport à fin août 2009. Néanmoins, les modèles diesels bénéficient toujours de la préférence des consommateurs avec 61,3 % des immatriculations.

Immatriculations de véhicules neufs à la Martinique

Cumul annuel de janvier à août



Source: Association auxiliaire de l'automobile

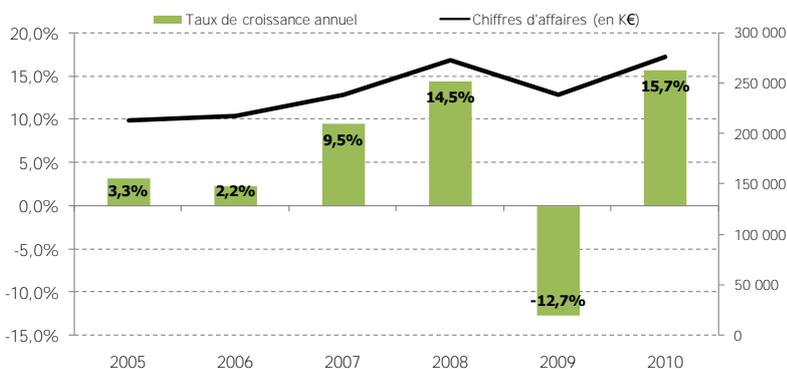
Grande distribution : progression du chiffre d'affaires

A fin juillet 2010, le chiffre d'affaires cumulé des huit hypermarchés de l'île s'établissait à 276,6 millions d'euros contre 239 millions à fin juillet 2009, soit une hausse de 15,7 % sur un an. Cette progression tient en partie à la fermeture des hypermarchés pendant près de 10 semaines en 2009.

Par rapport à la même période de 2008, le chiffre d'affaires cumulé progresse faiblement (+1,1 %).

Variation du chiffre d'affaires cumulés de la grande distribution

cumul de janvier à juillet



Source: DRCCRF

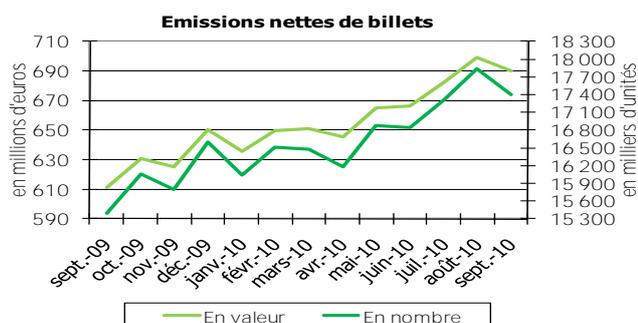
Nb: A partir de décembre 2006, le nombre d'hypermarché de l'île est passé de 6 à 8.

¹ Le 15 juillet 2010, le tarif des carburants routiers a été augmenté de 10,8% pour le super sans plomb et de 12,5% pour le gasoil.

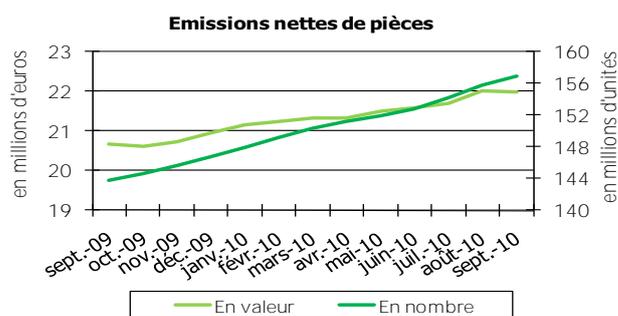
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Monnaie fiduciaire au 30 septembre 2010 : stabilisation de la coupure de 50 €

Au 30 septembre 2010, les émissions nettes de billets ont progressé de 13 % tant en volume qu'en valeur par rapport à septembre 2009 et s'établissent à 17,4 millions de billets pour un montant de 690 millions d'euros. Les coupures de 50 € et 20 € représentent à elles seules près de 88 % du nombre de billets en circulation (+ 0,8 point sur un an). Eu égard au nombre total de billets émis, la part de la coupure de 50 € demeure stable à fin septembre 2010 à 51,7 %, (+ 0,1 point), alors que celle de 20 € gagne 0,6 point à 36,2 % du total. En valeur, la prépondérance de ces deux coupures s'accroît également, elles concentrent globalement 83,6 % du montant émis (+ 0,7 point), avec un renforcement plus marqué du billet de 20 €. Dans le même temps, l'émission nette de pièces euros s'est élevée à près de 157 millions d'unités pour une valeur de 22 millions d'euros (respectivement + 9,1 % et + 6,4 % par rapport à septembre 2009). La demande de pièces en euros de faible valeur (1, 2 et 5 centimes d'euros) demeure soutenue et représente en nombre 77,5 % de l'émission divisionnaire (+ 0,5 point).



Source : Iedom



Source : Iedom

ACTUALITE REGIONALE

Tourisme

Le Président du Conseil Régional et la Présidente du Comité Martiniquais du Tourisme (CMT) ont tenu une conférence de presse commune le 20 septembre dernier à Paris pour relancer la destination Martinique lors du salon Top Résa. Une campagne de communication nationale sera mise en place au mois de novembre ainsi qu'une campagne de sensibilisation auprès de la population à l'importance du tourisme. Parallèlement, le gouvernement incite fortement la compagnie aérienne nationale à transférer le départ de ses vols d'Orly vers Roissy, ce qui permettrait de capter une clientèle plus internationale en facilitant les correspondances. Selon les résultats de l'enquête commanditée par le CMT, 68,6 % des martiniquais interrogés estiment que le tourisme est un secteur important, 92 % sont favorables au développement touristique et 78 % seraient favorables à la mise en place de cours d'éducation touristique à l'école.

Plan de Relance

Dans le cadre du Plan de Relance régional, trois conventions ont été signées au cours du mois de septembre avec les communes de St Pierre, St Joseph et les Trois Ilets. Au total, 25 actes seront signés avec les communes et communautés de communes, pour près de 300 chantiers de travaux publics.

Hausse du prix des carburants et du gaz

Les prix du super et du gasoil ont augmenté d'un centime, soit respectivement 1,30€/L et 1,06€/L, le 1^{er} octobre, conformément aux nouvelles modalités de fixation des prix (désormais fixés mensuellement en fonction de l'évolution des cours). Le prix de la bouteille de gaz de 12,5 kg a été porté à 19 € (+1€ soit +5,6 %) le 6 octobre. Pour être en phase avec la réalité économique du marché (22,59€), un rattrapage progressif sera mis en place.

INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	var.% mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- août 2010	124,1	+0,6 %	+2,6 %
Chômage (source : DDTEFP)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) Indicateur de chômage (base pop. Active : 162 556)	- août 2010 - août 2010	40 712 24,7 %	+2,6 %	+4,1 % +1 point
Allocation Chômage (source : Assedic)	Nombre de bénéficiaires de l'allocation unique dégressive et de l'aide au retour à l'emploi	- août 2010	14 341	-1,4 %	+4,0 %
RMI (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- juillet 2010	28 480	+0,0 %	+4,0 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (en M€) Exportations (en M€) Taux de couverture mensuel:	- juillet 2010 - juillet 2010	204,8 28,1 13,7 %	+11,8 % -18,5 %	+16,1 % +86,5 % +5,2 points
Grande distribution (source : DRCCRF)	Indicateur chiffre d'affaires (base 100 en 1990) Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- juillet 2010 - juillet 2010	285 276,6	+14,4 %	+4,2 % +15,7 %
Vulnérabilité des ménages (source : Iedom)	Retrait de cartes bancaires Personnes physiques en interdit bancaire	- août 2010 - août 2010	5 954 18 404	- +0,5 %	+24,1 % -2,4 %

LES INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers	- juillet 2010 - cumul annuel	167 753 933 854	+56,4 %	+5,5 % +4,6 %
Trafic Maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- août 2010 - cumul annuel	300 56 800	+44,2 %	nd +92,1 %
Construction (source: Ciments antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- août 2010 - cumul annuel	15 169 133 590	-14,1%	-10,4 % +3,5 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN) Véhicules utilitaires neufs (VUN) Cumul annuel (VPN + VUN)	- août 2010 - août 2010	800 107 8 030	-25,5 % -31,8 % -	-2,6 % -11,6 % -12,8 %

PRINCIPAUX TAUX D'INTERET ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/10)					
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2009	3,79%	JO du 11/02/09	1,75%	1,75%	2,25%	2,50%	1,25%

* hors prime d'Etat

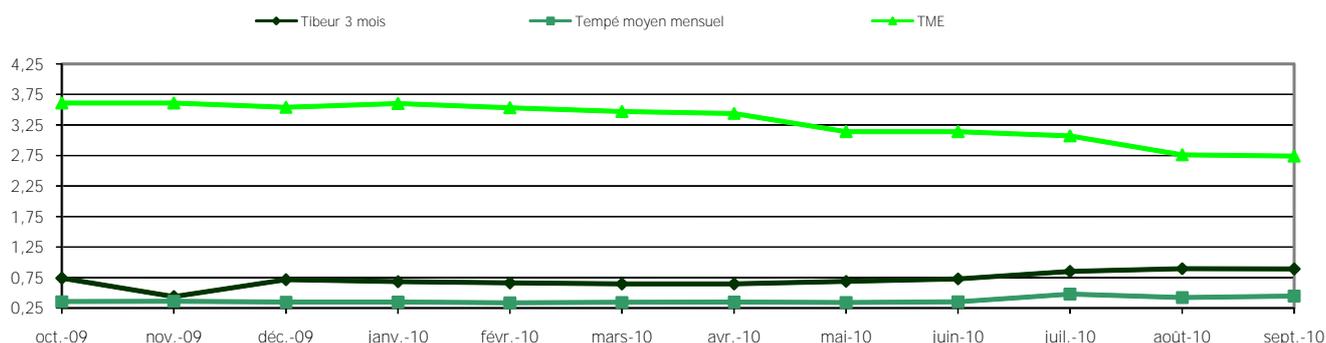
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (septembre 2010)			
Juin	Juillet	Août	Septembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,3489%	0,4768%	0,4199%	0,4431%	0,6180%	0,8800%	1,1370%	1,4200%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Juin	Juillet	Août	Septembre	Juin	Juillet	Août	Septembre
3,14%	3,07%	2,76%	2,74%	3,34%	3,27%	2,96%	2,94%

Taux de l'usure (applicable à partir du quatrième trimestre 2010)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers					
Prêts à taux fixe		5,60%			
Prêts à taux variable		5,05%			
Prêts relais		6,27%			
Autres prêts					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,32%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires		19,32%	Découverts en compte (1)		13,59%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		8,15%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

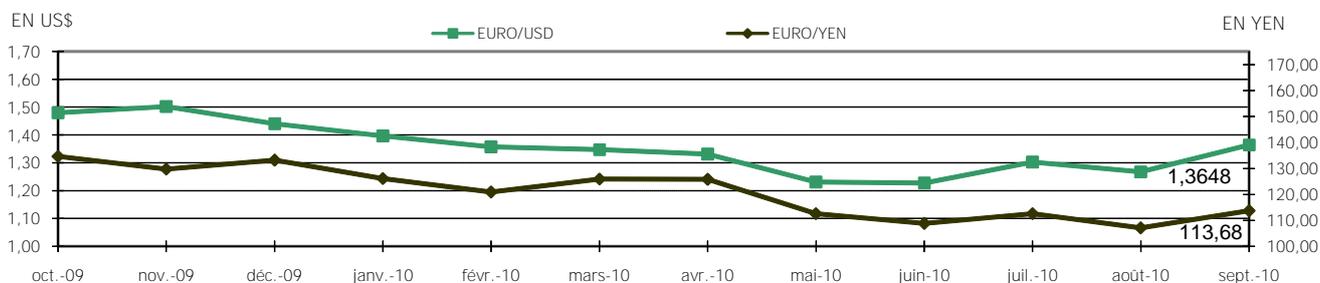
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3648	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,5438	EURO/SRD (Surinam)	3,73210
EURO/JPY (Japon)	113,6800	EURO/BWP (Botswana)	8,96180	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,43370
EURO/CAD (Canada)	1,4073	EURO/SCR (Seychelles)	16,8114	EURO/DOP (Rép. Dom.)	50,4819
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,85995	EURO/MUR (Maurice)	41,2057	EURO/BBD (La Barbade)	2,71920
EURO/SGD (Singapour)	1,7942	EURO/BRL (Brésil)	2,3201	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,64710
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,5918	EURO/VEF (Vénézuéla)	3,53050	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2748,22	EURO/XCD (Dominique)	3,6709	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	30,1260 SKK